

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 30 septembre 2024

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 24 - 490

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASSA ABLOY SAS

50, rue de la Paix
10000 TROYES

Code AIOT : 0005702104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 juillet 2024 dans l'établissement ASSA ABLOY SAS implanté 50, rue de la Paix - 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 28 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action menée localement par la DREAL sur la thématique des solvants chlorés. Elle fait suite à la transmission par la société ASSA ABLOY des dernières analyses d'eaux souterraines menées sur son ancien site industriel de TROYES, montrant notamment des évolutions importantes en trichloroéthylène.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSA ABLOY SAS
- 50, rue de la Paix - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site contrôlé est une ancienne friche industrielle réhabilitée en quartier résidentiel.
Les activités qui y étaient exercées jusqu'en 2009 étaient relatives à l'assemblage de serrures.

Le site a fait l'objet d'une cessation d'activité entre 2009 et 2012, incluant des travaux de dépollution. Cette cessation d'activité a été encadrée par arrêté préfectoral complémentaire du 16/05/2011.

Elle a abouti à un procès verbal de récolement le 29/05/2013 et à des servitudes, actées par arrêté préfectoral du 12/08/2014.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
3	Entretien des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 12/08/2024, article 3	Demande d'action corrective
4	Réseau de piézomètres	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 2.1	Demande d'action corrective

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Usages	Arrêté Préfectoral du 12/08/2014, article 3	Sans objet
2	Mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 12/08/2024, article 3	Sans objet
5	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 2.4	Fait l'objet de demandes complémentaires

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ancien exploitant a continué le suivi de la qualité des eaux souterraines transitant sous son ancien site.

Toutefois, des actions correctives sont attendues dans ce cadre en termes d'entretien des piézomètres (nivellement, remise en état du piézomètre n°3).

L'examen des analyses récentes montre notamment des évolutions inexpliquées de composés organiques volatils (COV), en particulier en trichloroéthylène.

Au vu des données fournies par l'ancien exploitant, il est proposé à madame la préfète de l'Aube d'inviter ce dernier à mener diverses actions complémentaires détaillées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Usages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Servitude
Prescription contrôlée : Les servitudes suivantes sont instituées, les zones citées étant localisées sur le plan joint en annexe : <i>Usages</i> <ul style="list-style-type: none">• Interdiction sur l'ensemble du site des usages sensibles tels que définis dans la circulaire du 8 février 2007 (notamment crèches, écoles maternelles et élémentaires, établissements hébergeant des enfants handicapés relevant du domaine médico-social, ainsi que les aires de jeux et espaces verts qui leur sont attenants, collèges, lycées, ainsi que les établissements accueillant en formation professionnelle des élèves de la même tranche d'âge).• Interdiction de planter dans les espaces verts privatifs tout type d'arbre fruitier, de plante potagère ou comestible.
Constats : Le site a été reconverti afin de présenter des usages d'habitations et de parking. Un cabinet infirmier est également présent sur site. Aucun usage sensible (crèche, écoles maternelle et élémentaire, établissement hébergeant des enfants handicapés relevant du domaine médico-social, aire de jeux et espace verts qui leur sont attenants, collège, lycée, établissement accueillant en formation professionnelle des élèves de la même tranche d'âge) n'a été constaté. Aucun arbre fruitier n'a été constaté sur site, à l'exception d'un pommier d'ornement (dont les fruits ne sont pas destinés à l'alimentation selon les observations de l'ancien exploitant) au droit du piézomètre n°3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Servitude
Prescription contrôlée : Les servitudes suivantes sont instituées, les zones citées étant localisées sur le plan joint en annexe : <i>Mesures de gestion</i> <ul style="list-style-type: none">• Interdiction d'installer, sur l'ensemble du site, un bassin d'infiltration ou toute autre installation permettant l'infiltration d'eaux pluviales ou usées directement vers le milieu récepteur (type puisard, fosse septique, ...)• Interdiction pour l'ensemble du site de prélever, d'utiliser et de consommer l'eau provenant de la nappe d'eau souterraine dite de la craie. L'implantation de puits particuliers est donc interdite. Les seuls ouvrages autorisés sont ceux destinés au suivi de la qualité de l'eau souterraine (piézomètres).

Constats : Aucun bassin d'infiltration n'a été constaté sur site. Par sondage et sans que l'inspection des installations classées n'ait pu pénétrer sur des terrains aujourd'hui privés, aucun forage n'a été constaté sur le site en dehors des piézomètres nécessaires au suivi imposé à l'ancien exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Servitude
Prescription contrôlée : Les servitudes suivantes sont instituées, les zones citées étant localisées sur le plan joint en annexe : <i>Suivi piézométrique</i> <ul style="list-style-type: none"> Les piézomètres présents sur site, destinés uniquement au suivi de la qualité de l'eau souterraine et du niveau piézométrique doivent être maintenus en état et protégés efficacement. Leur accès doit être maintenu libre en toute circonstance jusqu'à ce que la surveillance piézométrique soit officiellement arrêtée par la Préfecture de l'Aube. En conséquence, une servitude de passage est instaurée au profit de la société ASSA ABLOY AUBE ANJOU, ou de ses prestataires mandataires, ainsi qu'aux représentants de l'Etat. La servitude est maintenue en cas de changement de responsable du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (changement d'exploitant par exemple).
Constats : Les piézomètres, au nombre de 5, sont tous accessibles. Toutefois, le rapport de suivi des eaux souterraines du 02/11/2023 mentionne : <ul style="list-style-type: none"> des incertitudes relatives au nivellement des piézomètres ; le piézomètre n°3 est situé à une profondeur trop faible pour y réaliser des prélèvements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de replacer l'ensemble des piézomètres dans un état permettant le suivi des eaux souterraines imposé par arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2011 dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Réseau de piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Ce réseau est composé au minimum des 3 piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3 situés sur site et captant la partie située aux environs de 15 mètres de profondeur de la nappe de la craie ainsi que des piézomètres PZ4 et PZ5 situés en aval du site et captant la nappe à une profondeur d'environ 28 mètres.
Constats : Le rapport de suivi des eaux souterraines mentionne que " <i>Le PZ3 a été détruit lors de travaux d'aménagement et a été remis en place mais à une profondeur beaucoup plus faible, ne permettant pas le prélèvement d'eau lors de la campagne de 2023.</i> ".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de remettre son piézomètre n°3 dans un état permettant le suivi des eaux souterraines prescrit dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux : Chrome ; Chlorure de Vinyle ; Cis 1,2-dichloroéthylène ; 1,2-dichloroéthane ; Trichloroéthylène ; Tétrachloroéthylène.
Constats : Par courriel du 28 juin 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées les rapports d'analyses des campagnes de prélèvements des eaux souterraines menées depuis 2019. Les dernières campagnes menées en date de la présente visite d'inspection ont eu lieu en mai et en septembre 2022 ainsi qu'en juillet et octobre 2023. Par sondage, la dernière campagne d'octobre 2023 comprend des analyses en chrome, chlorure de vinyle, Cis 1,2-dichloroéthylène, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène et tétrachloroéthylène.
Observations : L'examen des analyses récentes montre des taux de composés organiques volatils (COV) élevés, en particulier en trichloroéthylène (pointe de concentration à environ de 15 500 µg/L mesurée en septembre 2022) ainsi que des évolutions inexplicables de ces derniers, que ce soit à la hausse ou à la baisse. Des concentrations significatives en chrome (dont chrome VI), tétrachloroéthylène, chlorure de vinyle, cis 1,2-dichloroéthylène et 1,2-dichloroéthane sont également observées.

En raison de ces concentrations, le prestataire en charge de ces analyses a formulé diverses recommandations à l'ancien exploitant, dont la poursuite de la surveillance de la qualité des eaux souterraines, le nivellement des piézomètres, la remise en état du piézomètre N°3 ainsi que la réalisation d'une levée de doutes sanitaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à :

- justifier le sens d'écoulement de la nappe au droit du site ;
- expliciter les évolutions observées des concentrations en polluants dans les eaux souterraines au droit du site au regard des travaux de dépollution réalisés ;
- décliner opérationnellement les recommandations d'actions proposées par son prestataire dans les derniers rapports de suivi des eaux souterraines transmis.

Un projet de courrier préfectoral est proposé à madame la préfète de l'Aube afin de formaliser ces demandes.

Type de suites proposées : Sans suite